



Un partage d'objectif et de valeurs

- **La Suisse est un partenaire européen fiable.** En tant que membre engagé du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'OCDE, la Suisse œuvre en faveur de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme, de la stabilité et de la prospérité en Europe et dans le monde.
- La Suisse entretient une **coopération au développement** de longue date avec les pays d'Europe de l'Est et des Balkans, à l'extérieur de l'UE (CHF 2,9 Mia. pour les Etats des Balkans occidentaux depuis 1995). En outre, elle a réalisé, au moyen d'une **contribution de cohésion** de 1.3 milliard d'euros, de nombreux projets visant à réduire les disparités sociales et économiques dans les 13 Etats membres qui ont adhéré à l'UE depuis 2004. La Suisse a l'intention de poursuivre son engagement avec une deuxième contribution suisse du même montant en mettant l'accent sur la formation professionnelle et la migration.
- Face aux défis de la **migration**, la Suisse se montre solidaire avec ses partenaires européens. Dans le cadre des discussions sur la réforme de Dublin, elle s'engage pour une répartition équitable des charges entre les Etats et donc pour une politique migratoire européenne globale et durable. Elle fournit également une assistance bilatérale, par exemple en soutenant la Grèce avec des projets, de l'aide humanitaire, l'envoi de spécialistes et l'accueil de demandeurs d'asile mineurs non accompagnés. De plus, la Suisse soutient le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) en personnel et financièrement et a fourni de façon volontaire une contribution de CHF 5 millions au bénéfice du *EU Emergency Trust Fund for Africa*.
- La Suisse contribue à la **promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Europe**, par exemple, en participant régulièrement aux Missions d'observation électorale de l'UE et de l'OSCE. Elle soutient les missions de promotion de la paix de l'UE au Kosovo (EULEX) et dans la région du Sahel (EUCAP Mali) avec des experts civils et plus de 20 militaires en Bosnie-Herzégovine (EUFOR Althea). Elle prévoit également une participation à la Mission civile de l'UE en Iraq (EUAM Iraq). De plus, environ 200 membres de l'armée suisse sont déployés au sein de la KFOR OTAN au Kosovo ainsi que cinq civils à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine.
- La Suisse fournit ses **bons offices** entre des parties en conflit que ce soit dans le cadre de mandats de médiation (p. ex. dialogue Belgrade-Pristina), en tant qu'Etat hôte de négociations (p. ex. Iran/JCPOA, pourparlers sur Chypre), par le soutien de processus de paix en cours (p. ex. le processus de Berlin concernant la Libye) ou – sur la base de mandat de puissance protectrice – par la représentation d'intérêts d'Etats qui n'ont pas de relations diplomatiques (p.ex. Géorgie/Russie).
- De façon générale, **la Suisse coordonne sa politique étrangère avec celle de l'UE**. Elle soutient en principe la politique de sanctions de l'UE et travaille avec l'UE et ses Etats membres au niveau international notamment dans les domaines de la sécurité, de la coopération au développement, de la politique humanitaire ainsi que de la politique des droits de l'homme et de paix.

Des relations étroites et intenses

- **De nombreux accords bilatéraux** constituent la base de ces relations étroites entre la Suisse et l'UE. L'UE a conclu plus d'accords avec la Suisse (plus de 100) qu'avec tout autre Etat tiers. Ils couvrent un très large éventail de domaines, par exemple: marché intérieur (libre-échange, libre circulation des personnes), sécurité intérieure et asile (Schengen/Dublin), transports (transport terrestre et transport aérien), coopération fiscale, recherche, environnement, statistique, etc.
- La Suisse compte parmi **les principaux partenaires économiques de l'UE**¹ :
 - **Commerce de marchandises** : la Suisse est le **4^{ème} partenaire** de l'UE derrière les Etats-Unis, la Chine et le Royaume-Uni avec une part d'env. 7% du commerce extérieur de l'UE. La valeur totale de leur commerce de marchandises s'élève à plus d'un milliard d'euros par jour ouvrable. L'UE profite d'un excédent commercial d'env. 28 milliards d'euros.

¹ Données statistiques tirées d'Eurostat pour l'année 2018 (investissements) et pour l'année 2019 (marchandises et services).

- **Commerce des services** : la Suisse est le **3^{ème} partenaire** de l'UE derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec une part de 7.9% des importations de services dans l'UE et 12.3% des exportations de services. La valeur totale des services échangés s'élève à 131 milliards d'euros par an et un excédent de la balance des services à l'UE à hauteur d'env. 56.6 milliards d'euros.
- **Investissements** : La Suisse est le **2^{ème} investisseur** dans l'UE avec des stocks d'investissements directs qui s'élèvent à 827 milliards d'euros (plus de 12% des stocks totaux d'investissements directs hors UE). Cela représente quelques 840'000 places de travail dans l'UE qui en dépendent. En même temps, la Suisse est la seconde destination des investissements étrangers européens dont la valeur dépasse 1'063 milliards d'euros.
- Les **marchés du travail** suisse et européen sont étroitement liés : près de 1,43 million de citoyens et citoyennes de l'UE/AELE sont domiciliés en Suisse, ce qui représente env. 17% d'une population totale d'un peu moins de 8,5 millions d'habitants et environ un sur 14 de tous les citoyens et citoyennes de l'UE/AELE qui ont émigré dans un autre Etat au sein de l'espace UE/AELE. À ceci s'ajoutent quelques 333'000 travailleurs et travailleuses frontaliers. Chaque année, environ 92'000 travailleurs et travailleuses de l'UE sont détachés en Suisse et 27'000 fournisseurs de prestations indépendants viennent de l'UE. A l'inverse, 490'800 citoyens et citoyennes suisses sont établis respectivement travaillent dans un Etat de l'UE, ce qui représente 63% des suisses et suissesses à l'étranger.
- Avec la construction des **nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA)** pour une valeur d'environ 23 milliards d'euros, la Suisse met à disposition de nouvelles capacités de transport pour assurer le bon fonctionnement des échanges commerciaux dans le marché intérieur européen. Un élément important de ce corridor alpin est le tunnel de base du Saint-Gothard, le plus long tunnel ferroviaire du monde. La mise en service du tunnel de base du Ceneri en décembre 2020, a marqué l'achèvement de la NLFA. De plus, la Suisse va contribuer 148 millions de francs d'ici 2028 à l'extension de l'axe Lötschberg-Simplon du côté italien.
- La Suisse et l'UE sont également liées par une longue et fructueuse coopération dans le domaine de la **recherche et de l'innovation**. Le Conseil fédéral vise une pleine association à la prochaine génération de programmes européens dans le domaine de la recherche et de l'innovation et ainsi à l'ensemble du paquet Horizon (Horizon Europe, Euratom, ITER, DEP). En outre, 39.8% du personnel académique au sein des universités suisses sont des citoyens et des citoyennes de l'UE.²
- Dans le cadre de son association à **Schengen/Dublin**, la Suisse s'engage pour des solutions européennes communes dans les domaines de la sécurité et de la migration ainsi que pour une politique d'asile crédible au niveau européen. Elle participe activement aux instruments de lutte contre le terrorisme et la criminalité ainsi qu'aux mesures concertées pour la protection des frontières extérieures de Schengen et à l'amélioration du retour.

Un partenariat étroit fait ses preuves dans la crise du Covid

- La coopération étroite avec l'UE et les Etats membres ainsi que **l'implication rapide de la Suisse dans les dispositifs de gestion de crise de l'UE** se sont révélés être des facteurs importants dans la gestion de la crise. L'importance des accords bilatéraux s'est confirmée pour les deux côtés (entre autre pour les soins et la sécurité des patients).
- Dans ce contexte, la Suisse est prête à continuer à apporter sa contribution pour une gestion de crise commune réussie. Des exemples de soutien que la Suisse a amené à la gestion de la crise sont des vols de rapatriement, l'accueil de patients, la livraison d'équipement médical par exemple en Italie et un soutien à la Grèce au moyen d'une aide humanitaire aux migrants et aux réfugiés.

² Enquête de l'OFS auprès du personnel universitaire pour l'année 2019

Les questions institutionnelles

- La Suisse et l'UE ont l'intention de convenir de mécanismes institutionnels afin d'améliorer le fonctionnement des accords bilatéraux d'accès au marché (développement du droit, interprétation, surveillance de l'application des accords, règlement des différends). Un **accord institutionnel** doit permettre le renforcement de la sécurité et de l'homogénéité juridique, la consolidation de l'accès réciproque au marché, ainsi que le développement de l'accès au marché par le biais de nouveaux accords.
- Au début de l'année 2019, le Conseil fédéral a mené des consultations sur le projet d'accord institutionnel avec les acteurs politiques et économiques principalement concernés en Suisse. Sur la base du résultat de ces consultations, il a demandé **des clarifications** sur les questions ouvertes dans les domaines de la protection des salaires, des aides d'Etats et de la directive sur la libre circulation des citoyens de l'Union.
- Le 11 novembre 2020, le Conseil fédéral a défini sa position concernant les clarifications nécessaires, les discussions avec l'UE sont en cours depuis janvier 2021. Ce n'est que si des solutions satisfaisantes peuvent être trouvées aux derniers points en suspens, qu'il y aura une perspective de **soutien nécessaire sur le plan de la politique interne** pour que l'accord soit approuvé par le parlement et – dans le cas d'un très probable référendum – par le peuple.

Intensifier les relations dans les domaines d'intérêt commun

- Le Conseil fédéral cherche à développer davantage les relations en parvenant à une entente sur les autres dossiers de coopération et d'accès au marché avec l'UE, notamment l'accord sur **l'accès au marché intérieur de l'électricité**. La principale préoccupation de la Suisse et de l'UE est de sécuriser l'approvisionnement sur ce marché libéralisé. L'accès au réseau pour le transit transfrontalier de l'électricité doit être régulé et les normes de sécurité pour le réseau électrique doivent être harmonisées. Cela permettra à la Suisse de continuer à fonctionner comme plaque tournante de l'électricité en Europe et, grâce à l'intervention flexible de ses centrales de pompage-turbinage, elle pourrait contribuer à la répartition des charges de l'approvisionnement électrique de l'Europe en tant que « batterie » dans la région alpine.
- En outre, la Suisse et l'UE mènent des négociations en vue d'une **coopération dans de nombreux autres domaines**, tels que la **sécurité alimentaire** et la **santé publique**. La conclusion d'un accord en matière de santé publique est également importante car cela assurerait l'accès de la Suisse aux systèmes d'alerte dans le secteur de la santé de l'UE ainsi qu'au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), qui se sont avérés être des instruments importants pour la coopération européenne lors de la crise du Covid-19.
- En 2013, un accord sur la **collaboration entre les autorités en matière de concurrence** ainsi qu'un accord de coopération relatif aux programmes européens de **navigation par satellite** (Galileo) ont été signés. En janvier 2020, l'accord entre la Suisse et l'UE sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission de CO₂ (**ETS**) est entré en vigueur.